RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

6e Circonscription

PARTI SOCIALISTE

Jean Michel GALY



36 ans, marié, une fille de 12 ans
Professeur à l'Université de Nice
Conseiller municipal de Vence
Conseiller général des Alpes-Maritimes
Secrétaire fédéral du P.S.

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

(Suppléant) **Robert BARGAIN**

Collaborateur de Conseil juridique
Adjoint au Maire de Grasse

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les 12 et 19 mars prochains, vous allez choisir une majorité pour la France. Or désormais le choix est clair : au travers des députés que les Françaises et les Français éliront, c'est toute notre société qui soit s'engagera résolument dans la voie du changement soit s'enfoncera un peu plus dans la crise, l'inégalité et l'injustice.

Car la droite au pouvoir, c'est déjà la crise, encore l'inégalité et toujours l'injustice.

Dans notre pays et donc dans notre département il n'est plus de sécurité de l'emploi : les grandes entreprises (multinationales et nationales), en se concentrant et en jouant des disparités géographiques de rémunération pour dégager plus de profit, réduisent leurs effectifs et déplacent arbitrairement des unités de production ; les moyennes et les petites entreprises, souvent victimes de la sous-traitance et d'une fiscalité injuste, sont contraintes de licencier ou de fermer leur porte. Aussi le chômage total et technique atteint-il des proportions inquiétantes. Seule une vaste mystification (glissement de catégories, multiplication des emplois-formation dont le contrat se termine au lendemain des élections...) permet au gouvernement de dire que "le chômage régresse". Dans notre département — et selon les normes du Bureau International du Travail — il y a 30 000 chômeurs dont plus de la moitié sont des femmes et des jeunes de moins de 25 ans ; désormais toutes les catégories sociales sont touchées par la crise.

Dans notre pays et donc dans notre département la hausse des prix est durement ressentie. En un an le gouvernement de Barre n'aura guère fait mieux que celui de Chirac si l'on tient compte de la baisse autoritaire du taux de la T.V.A. intervenue au début de l'année 1977 afin de passer au moins mal le cap des élections municipales. En ce domaine aussi les indices de fin d'année ne sont satisfaisants que parce qu'ils reportent au-delà des élections législatives les hausses déjà prévues, en particulier celles des tarifs publics. Dans notre département où les inégalités de revenus et de richesse sont plus fortes qu'ailleurs et donc amplifient la cherté de la vie, la revalorisation par exemple du minimum vieillesse ou du S.M.I.C. que propose le Parti Socialiste prend toute sa signification.

En outre dans notre département plus que partout en France les distorsions économiques se sont aggravées ; le haut-pays souffre de se dépeupler et de voir retourner aux ronces et aux broussailles des terres qui, il y a peu, étaient encore cultivées ; dans le moyen pays et sur le littoral, le monde agricole est durement frappé par les Accords Méditerranéens. Le tissu d'entreprises industrielles, commerciales, artisanales, souvent de dimension modeste et donc plus vulnérables, se désagrège par endroits amplifiant le sous-emploi traditionnel (métallurgie, imprimerie, habillement et même bâtiment).

Dans notre département plus que partout en France, l'espace se raréfie ; le littoral déjà sururbanisé voit se multiplier les endigages sur le domaine public maritime et diminuer ainsi l'espace réservé à tous ; de vastes projets immobiliers menacent le moyen-pays, lieu désormais privilégié de la spéculation, des collines du pays grassois aux hauteurs d'Eze ou de Cap-d'Ail en passant par les baous de la région de Vence. Dans le haut-pays — sous couvert d'aménagement de la montagne — le Mercantour et son parc, pulvérisé en quatre noyaux, ne sont plus qu'un prétexte à imposture écologique quand ils servent à couvrir des opérations de promotion immobilière. Les communes ne disposent que de faibles moyens pour lutter contre la pollution inquiétante des rivières et du rivage, des vallons et parfois même de leurs propres abords.

Qui est responsable ?

Le Grand Capital qui, pour faire toujours plus de profit, concentre et centralise, creusant ainsi les déséquilibres, accentuant les inégalités, étouffant les minorités...

Tous ceux qui, à la tête de l'Etat ou des conseils d'administration — et ce sont souvent les mêmes — exercent docilement le service de la haute finance et de la grande industrie, exploitant les travailleurs, opprimant les minorités, en particulier les minorités culturelles, saccageant la nature, affirmant comme Chirac qu'il n'est pas encore temps pour les femmes d'accéder aux responsabilités. Tous ceux qui... c'est-à-dire Giscard d'Estaing et son gouvernement et sa majorité dont Pierre Sauvaigo est depuis des années et par **tous** ses votes un fidèle soutien, même si aujourd'hui le R.P.R. dont il se réclame feint de faire la grimace pour mieux duper l'électeur.

C'est pourquoi, le Parti Socialiste n'a qu'un seul combat : celui qu'il mène contre la droite ; une seule stratégie : celle de rassembler le front de classe des exploités et son expression politique l'Union de la Gauche ; un seul programme : le Programme Commun de Gouvernement complété par les propositions socialistes et radicales lors de son actualisation.

Car demain nous pourrons commencer ensemble à CHANGER LA VIE.

Une majorité de députés de Gauche à l'Assemblée nationale avec l'appui des masses populaires prendra dès le début de la législature des mesures immédiates afin de réduire les inégalités et par conséquent de relancer l'économie par l'accroissement de la consommation intérieure :

- revalorisation du S.M.I.C. (2 400 F), augmentation des allocations familiales, du minimum vieillesse, de l'allocation pour handicapés, des allocations chômage, indexation de l'épargne...
- Plan annuel de créations d'emplois et mise à la disposition d'associations locales à but non lucratif d'agents rémunérés...

Dans le même temps, la même majorité engagera les réformes de structures dont notre pays a besoin afin de maîtriser l'économie pour la mettre au service de la collectivité et de l'homme :

- Maîtrise du crédit par la nationalisation du secteur bancaire et financier ; maîtrise des principaux pôles de domination économique par la nationalisation ou la prise de participation majoritaire ; création d'une planification démocratique discutée et négociée à tous les niveaux...
- développement du secteur privé par une politique de soutien actif aux P.M.E., commerçants, artisans, qui restaure les conditions d'une véritable liberté d'entreprendre...

Dans le même temps aussi, la même majorité se donnera les moyens d'opérer la décentralisation des pouvoirs collectifs et d'assurer la responsabilité du pouvoir individuel afin de rendre les communes plus libres et les citoyens plus responsables

- en démocratisant les institutions,
- en garantissant et développant les libertés individuelles et collectives,
- en assurant au citoyen dans sa commune, au travailleur sur son lieu de travail les conditions d'un contrôle véritable sur tout ce qui le concerne directement — ce que le Parti Socialiste inscrit dans la perspective autogestionnaire.

Dans le même temps enfin, la même majorité

- attachée à développer la coopération internationale,
- attentive à contribuer à la paix dans le monde tout en assurant la sécurité,

parce qu'elle portera les aspirations du peuple de France saura ouvrir enfin un avenir pour la France.

Ainsi, demain, si vous le voulez vraiment, une autre politique est possible : c'est celle que vous propose la Gauche,

c'est celle qu'avec mon ami **Robert BARGAIN,** adjoint au maire de Grasse, vice-président départemental du M.R.G., j'ai l'honneur de défendre dans notre circonscription ; car nous avons fait l'UNION afin qu'ici comme ailleurs nous fassions nôtre le mot de François MITTERRAND

« LA VICTOIRE EN VOTANT. »

J.-M. GALY.